

Agence de Dijon
Bâtiment F
8 rue Jeanne Barret
21000 DIJON
Tel 03 80 52 21 68
dijon@alpes-contrôles.fr

CTC R200/Version 1.7.2

Mission(s)	
ATHAND, AVISNOTICE_ACCES, AVISNOTICE_SECU, HAND, LE, LP (L*+P1), SEI (*), VIEL (*)	
Nos références	Date
210C240B ¹ (210-C-2023-005P)	03/04/2025

DIJON R1 DE BOCAGE CENTRAL HALL A
BNCE CREATION DE 5 LITS
SUPPLEMENTAIRES D USINV

RAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE
TECHNIQUE N°2
Ajout partie électricité



**Dispositions générales, Installations thermiques, installations de gaz,
ventilations et fluides, Ascenseurs et portes automatiques.**

Envoi	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE DIJON Maître d'ouvrage - BOURION Florence	florence.bourion@chu-dijon.fr
-------	--	-------------------------------

Le chargé d'affaire,
Lionel GERARD

Le présent rapport annule et remplace le RICT n°1 du 22/04/2024
Motif : modification projet



ACCREDITATION
N° 3-019
Liste des sites et portées
disponibles sur
www.cofrac.fr

Seules certaines prestations d'inspection rapportées dans ce document
sont couvertes par l'accréditation.
Elles sont identifiées par le symbole *.

SOMMAIRE

I - OBJET DU RAPPORT.....	3
II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	3
III - AUTEURS DU RAPPORT.....	3
IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX.....	3
IV.1 - Désignation des intervenants.....	3
IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération.....	3
IV.3 - Montant prévisionnel des travaux.....	4
IV.4 - Calendrier des travaux.....	4
V - DOCUMENTS EXAMINES.....	5
VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT.....	6
VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	7
VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS.....	8
VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables (L*+P1).....	9
VIII.2 - Solidité des existants.....	12
VIII.3 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant.....	14
VIII.4 - Classement et référentiel.....	21
VIII.5 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (*).....	23
VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - type U (*).....	30
VIII.7 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*).....	33

I - OBJET DU RAPPORT

Le présent document regroupe les avis que Bureau Alpes Contrôles formule à l'issue de la phase conception.

Il constitue le rapport mentionné au § 4.2.2 de la norme NF P 03-100 et au CCTG objet du décret n°99.443 du 28 mai 1999.

Les avis relatifs aux installations électriques sont traités par rapports séparés.

Le présent rapport annule et remplace le RICT n°1 du 22/04/2024
Motif : modification projet

II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les avis sont donnés dans le cadre des missions de contrôle technique confiées à Bureau Alpes Contrôles par le Maître d'Ouvrage dans la convention de contrôle technique n°210-C-2023-005P et qui sont détaillées ci après :

- ATHAND - Mission "attestation relative au respect des règles d'accessibilité aux personnes handicapées"
- AVISNOTICE_ACCES - Avis en phase rédaction de notice d'accessibilité
- AVISNOTICE_SECU - Avis en phase rédaction de notice de sécurité
- HAND - Mission relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées
- LE - Mission relative à la solidité des existants
- LP - Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement dissociables et indissociables (L*+P1)
- SEI - Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions applicables aux ERP et IGH (*)
- VIEL - Mission relative à la vérification initiale des installations électriques (*)

Le Contrôleur Technique donne ses avis au Maître de l'Ouvrage dans le cadre des missions qui lui ont été confiées.

Le Maître de l'Ouvrage reçoit les avis du Contrôleur Technique, décide de la suite qu'il entend leur donner, communique en conséquence ses instructions aux constructeurs et fait connaître au Contrôleur Technique la suite qui a été donnée aux avis que celui-ci lui a adressés. Le Contrôleur Technique ne peut donner d'instructions aux Constructeurs.

Le Contrôleur Technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents Constructeurs qui procèdent, chacun pour ce qui le concerne, à l'élaboration des documents techniques, des calculs justificatifs, à la direction, l'exécution, la surveillance et la réception des travaux. En conséquence, le Contrôleur Technique ne peut prendre, ou faire prendre, les mesures nécessaires pour donner à ses avis les suites prévues par le Maître de l'Ouvrage.

III - AUTEURS DU RAPPORT

Le chargé d'affaire, Lionel GERARD

IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

IV.1 - Désignation des intervenants

Maître d'ouvrage
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE DIJON
5 boulevard Jeanne d'Arc
21079 DIJON Cedex

IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération

Création de 5 lits supplémentaires USINV

Adresse de l'opération :
21000 DIJON
21000 DIJON

IV.3 - Montant prévisionnel des travaux

400 000 Euros HT

IV.4 - Calendrier des travaux

Début des travaux : 0000-00-00

Durée prévisionnelle des travaux : 2 mois

La mission du contrôleur technique définie en NFP03100 vise l'ouvrage achevé. Il appartient aux responsables du planning de veiller à programmer les travaux en cohérence avec les indications présentes en norme, DTU, Avis technique... En particulier, le planning devra permettre l'obtention des résistances suffisantes des matériaux à base de liants hydrauliques, ainsi que des taux d'humidités adéquates à la poursuite des travaux. De plus, nous rappelons que chaque entreprise est responsable de la réception des supports avant son intervention.

V - DOCUMENTS EXAMINES

- Plans architectes - Date : février 2025 - Réception : mars 2025

plan de localisation création des 5 lits d'USINV

- Descriptifs - Date : février 2025 - Réception : mars 2024

CCTP AMENAGEMENT CREATION DE 5 LITS D'USINV BOCAGE CENTRAL R+1 - HOPITAL FRANÇOIS MITTERRAND.

Les travaux sont divisés en lots numérotés de 1 à 11 :

- Lot 0 : Prescriptions techniques communes à tous les corps d'état
- Lot 1 : Démolitions – Installations de chantier
- Lot 2 : Cloisons - Plâtrerie
- Lot 3 : Peinture
- Lot 4 : Faux-plafonds démontables
- Lot 5 : Menuiseries intérieures
- Lot 6 : Revêtements de sols et revêtements muraux étanches collés
- Lot 7 : Plomberie
- Lot 8 : Chauffage – Ventilation- Climatisation
- Lot 9 : Electricité CFO-CFA-DI
- Lot 10 : Fluides médicaux
- Lot 11 : Nettoyage de chantier (réservé aux entreprises employant des personnes handicapées)

VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT

Les observations qui suivent, émises en phase conception, devront être suivies d'effets.

Sans objet.

VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les documents listés ci-après ainsi que tous ceux décrivant les ouvrages et équipements à construire émis par les divers intervenants de l'opération devront nous être transmis pour nous permettre de délivrer les avis sur les ouvrages concernés. De plus, en application de l'article R125-19 du Code de la construction et de l'habitation, les documents formalisant les vérifications techniques et auto-contrôle de leurs ouvrages par les constructeurs devront aussi nous être transmis.

RENSEIGNEMENTS GENERAUX

- Arrêté de permis de construire

ELECTRICITE

- Schémas unifilaires des installations électriques
- Documentations constructeurs relatives aux luminaires
- Notes de calculs justifiant du dimensionnement des canalisations et des dispositifs de protection
- Attestations d'autocontrôle dans le cadre de l'article GE8

REGLEMENTATION THERMIQUE

- Caractéristiques thermiques des matériaux et équipements mis en place

SECURITE INCENDIE

Généralités

- Documents administratifs : notice de sécurité
- Commission de sécurité : avis de la Commission sur dossier

Cloisons et plafonds

- Cloisons coupe-feu : PV de résistance au feu ½ heure
- Cloisons coupe-feu : PV de résistance au feu 1 heure
- Châssis vitrés fixes : PV de résistance au feu ½ heure
- Gains techniques : PV de résistance au feu 1 heure

Portes

- Portes simple vantail : PV de résistance au feu ½ heure
- Trappes de visites : PV de résistance au feu ½ heure
- Portes DAS : certificat de conformité NF S 61-937
- Portes automatiques : certificat de conformité CO 48

Aménagements

- Sols souples plastiques : PV de réaction au feu
- Sols souples linoléum : PV de réaction au feu
- Moquettes de sol : PV de réaction au feu
- Faux-plafonds suspendus : PV de réaction au feu

Chauffage/ventilation

- Appareil chauffage/Climatisation/Ventilation : Attestation de marquage CE
- Canalisation de chauffage (hors canalisation métallique) : PV de réaction au feu
- Calorifuge canalisation chauffage/ECS/climatisation : PV de réaction au feu
- Conduit de ventilation : PV de réaction au feu (sauf acier)
- Calorifugeages ventilation : PV de réaction au feu M1

SSI

- Système de Sécurité Incendie : cahier des charges fonctionnel, scénarii de mise en sécurité, plans de zonage
- Système de Sécurité Incendie : dossier d'identité
- Système de Sécurité Incendie : PV de réception du coordonnateur SSI
- Système de Sécurité Incendie : certificat d'associativité des matériels
- Système de Sécurité Incendie : attestation d'autocontrôles (GE 8)
- CMSI : certificat de conformité NF/CE
- ECS : certificat de conformité NF/CE
- Détection incendie : PV d'essais aux foyers types (NF S 61-970)
- Détection incendie : PV d'essais d'efficacité (NF S 61-970)
- Détection incendie : certificat de conformité NF/CE des détecteurs
- Détecteurs Autonomes Déclencheurs : certificat de conformité NF S 61-961
- Alarme incendie : certificat de conformité NF/CE des déclencheurs manuels
- Alarme incendie : certificat de conformité NF/CE des diffuseurs sonores
- Alarme incendie : certificat de conformité NF/CE des diffuseurs visuels (flashes)
- Alarme incendie : PV d'essais fonctionnels
- Alarme incendie : PV de (re)mise en service

Eclairage

- Eclairage : fiches techniques EN 60598 des luminaires

VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS

Les rapports spécifiques aux missions confiées à BUREAU ALPES CONTROLES sont donnés ci-après, à savoir :

- Solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables (L*+P1)
- Solidité des existants
- Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant
- Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - type U (*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

Signification des sigles utilisés pour les avis :

AF	AVIS FAVORABLE sur les points examinés et émis par référence aux éléments contenus dans les documents dont nous avons connaissance à ce stade de l'opération.
AS	AVIS SUSPENDU concernant des dispositions insuffisamment définies et pour lesquelles nous demandons des précisions. En l'absence de fournitures des documents ou renseignements demandés, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification de notre part.
AD	AVIS DEFAVORABLE sur le point examiné en regard d'un référentiel connu ou reconnu.
SO	SANS OBJET - Le point examiné est sans objet pour l'opération considérée.
PM	POUR MEMOIRE
HM	HORS MISSION

Nota : Les avis formulés en phase conception ne préjugent pas des avis qui pourront être émis lors de la réalisation.

VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables (L*+P1)

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG Marchés Publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Cahier des charges Professionnel,
- Conditions générales d'intervention COPREC pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	REVETEMENTS	AF	
	Revêtements de sol	AF	Fourniture et pose collée de revêtements de sols souples isophoniques classés au feu Bfl-s1 et U4P3E2/3C2 traités en usine (traitement de surface) PROTECSOL et SANOSOL de type TARALAY PREMIUM, marque GERFLOR, ou produit esthétiquement et techniquement équivalent, lés soudés à chaud et remontées des sols plastiques en plinthes, poinçonnement rémanent moyen de 0,03 mm,
	Chapes	AF	Réalisation de chape au mortier de ciment dosé à 350 kg de ciment/m3 de sable sec, mise en œuvre selon le DTU 26.2 pour pose de revêtement de sol avec finition taloché
	- Epaisseur / dosage - Avis technique - Compatibilité avec le passage des canalisations encastrées		
	Nécessité d'étancher les locaux intérieurs / Douches à l'italienne	AF	Revêtement de sol souple compact, antidérapant R10, en lés, de 2m de large, U4P3E3C2, type TARALAY SECURITE 3D ou techniquement équivalent, résistance au feu Bfl-s1, lés soudés à chaud, forme d'appui PVC pour remontée en plinthe du sol PVC. Tous les raccords seront soudés. Joints sur pieds des huisseries, canalisations.
	Revêtements muraux	AF	-Fourniture et pose de revêtement mural homogène, type MURAL ULTRA de chez GERFLOR ou techniquement équivalent, revêtement PVC souple en lés, d'une épaisseur de 1,5mm, soudable à chaud avec un cordon. Il est constitué d'une couche de surface en PVC coloré dans la masse, associée à un envers PVC plastifié, renforcé d'un complexe non tissé sur grille en fibre de verre, classement au feu Bs2-d0. (kitchenette de la salle de réunion (90 cm de large), Dosseret du poste de lavage de mains). -Fourniture et pose collée adaptée à la nature des supports de faïence MONOCERAM en sanitaires
	Faïences	AF	Fourniture et pose collée adaptée à la nature des supports de faïence 15x15 sur une hauteur d'1m65,
	PARTITIONS		
	Cloisons	AF	Les cloisons à parements finis en éléments de plâtre appliqueront les prescriptions du DTU 25.31
	Nature	AF	cloisons type "placostil hospitalier" de 98/48 de chez PLACOPLATRE ou techniquement équivalent, Cloisons intérieures en carreaux de plâtre pleins à faces parementées lisses du type "PLEIN CLAM" en gaine technique
	Adaptation aux pièces humides	PM	Habillage du doublage existant par placo marine dans les pièces humides. Sur préparation des murs à la charge du lot peinture, fourniture et pose de revêtement mural homogène, type MURAL ULTRA de chez GERFLOR ou techniquement équivalent, revêtement PVC souple en lés, d'une épaisseur de 1,5mm, soudable à chaud avec un cordon. Il est constitué d'une couche de surface en PVC coloré dans la masse, associée à un envers PVC plastifié, renforcé d'un complexe non tissé sur grille en fibre de verre, classement au feu B-s2 ; d0. Prendre en compte le cahier du CSTB (Centre Scientifique et Technique du Bâtiment) n° 3567 – Mai 2006
	- Agglos - Carrobric - Plaques de plâtre spéciales		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Doublage	AF	Ossature par rail PREGYMETAL et montant ou fourrure S47 de chez SINIAT. Parement en plaque de plâtre de type PREGYPLAC BA18S de 18mm de chez SINIAT ou équivalent. Isolant d'épaisseur 75mm, en laine minérale
	Plafonds	AF	Plafonds M1 constitués de plaques de plâtre cartonné de 12,5 mm d'épaisseur type BA13 fixées sur une ossature type F530 suspendue au plancher haut, marque PLACOPLATRE : chambres Faux-plafond MO marque ARMSTRONG type SAHARA:Localisation au R+1 : Circulations : 36,42 m², 39,93 m² et 34,54 m² et Linge propre BC.N.E.01.049 Faux-plafond MO marque AMSTRONG type ULTIMA PLUS: bureau chambre salle de soin Faux-plafond MO marque KNAUF type ISOTONE Hygiène;anitaires et douches
	EQUIPEMENT DE GENIE CLIMATIQUE ET INSTALLATIONS DE FLUIDES / LEVAGE	AF	
	Ventilations naturelles	AF	ventilation existante enveloppe aluminium armée
	Passage des canalisations	AF	
	Installations sanitaires	AF	limités à l'installation dans les pièces
	Installations de chauffage	AF	reprise radiateur
	Conduit de fumée	SO	

VIII.2 - Solidité des existants

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG Marchés Publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Cahier des charges Professionnel, - Conditions générales d'intervention pour le contrôle technique d'une construction ((version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	MISSION RELATIVE A LA COMPATIBILITE DES OUVRAGES EXISTANTS AVEC LES TRAVAUX NEUFS ENVISAGES Ouvrages de structure Façades Clos - couvert (compatibilité avec les ouvrages rapportés)	 SO SO SO	Mission LE pas de travaux structurel pas de travaux en façade pas de travaux sur le clos et couvert

VIII.3 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant

o Code de la construction et de l'habitation - articles L161-1 à L164-3, R164-1 à R164-5

Modifiés par

o Décret n°2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le Code de la construction et de l'habitation.

o Décret n°2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le Code de la construction et de l'habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'urbanisme,

o Décret n° 2009-500 du 30 avril 2009 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public et des bâtiments à usage d'habitation,

o Arrêt du conseil d'état n°295382 et n°298315 du 21 juillet 2009.

o Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n° 2017-431 du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n° 2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables

o Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 à R164-3 du Code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n°2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public.

o Arrêté du 28 avril 2017 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière dont la gestion et l'entretien sont organisés et assurés de façon permanente, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant, des installations existantes ouvertes au public ainsi que des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction

o Arrêté du 27 février 2019 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction, des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public

Commentaire général :

Certaines règles sont essentiellement d'ordre qualitatif et ne font pas l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis portés à leur sujet sont donc à considérer comme présomptions de respect ou non-respect, établis selon la propre appréciation des dispositions constatées et ne préjugant pas d'interprétations contraires. La responsabilité de la société Bureau Alpes Contrôles sur ces points ne pourra donc pas être engagée.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Code de la construction et de l'habitation Livre I, Titre VI, Chapitre IV - Etablissements recevant du public existants	PM	
R164-1-I	Domaine d'application du présent chapitre	PM	Applicable aux ERP existants ou créés dans un cadre bâti existant et aux installations ouvertes au public existantes
R164-1-II & III	Dispositions applicables ou solutions équivalentes	PM	Arrêté du 08/12/14 modifié –voir articles ci-dessous
R164-2-I	Travaux de modification ou d'extension dans ERP existants ou créés dans cadre bâti existant et IOP existantes : - a) à l'intérieur de volume ou surfaces existantes - b) construction de surfaces ou de volumes nouveaux à l'intérieur d'un cadre bâti existant		Maintien à minima des conditions d'accessibilité existantes Voir R164-1et arrêté du 08/12/14 modifié ci-dessous
R-164-2-II	Obligations pour les ERP existants ou créés dans cadre bâti existant, autres que ceux de 5ème catégorie : Obligation de mise en accessibilité selon R111-19-7 III Travaux d'accessibilité en cours à la date de parution de l'arrêté du 08/12/14 (JO du 13/12/14) Modifications ou renouvellement d'équipements		Arrêté du 08/12/14 modifié Application des articles 2 à 19 de l'arrêté du 01/08/06 avec possibilités de modalités particulières d'application selon les articles 3 à 11 de l'arrêté du 21 mars 2007 Arrêté du 08/12/14 modifié
R-164-2-III	Obligations pour les ERP existants ou créés dans un cadre bâti de 5ème catégorie et IOP existantes Obligation de fournir l'ensemble des prestations en vue desquelles l'établissement ou l'installation est conçu Modifications dans des parties de bâtiments accessibles Modifications dans des parties non accessibles aux usagers fauteuils roulants (UFR)		Application Arrêté du 08/12/14 modifié Application Arrêté du 08/12/14 modifié Application Arrêté du 08/12/14 modifié limité aux autres handicaps
R-164-2-IV	Application particulière : Réseaux souterrains de transports ferroviaires et de transports guidés	PM	Concerne le Maître d'ouvrage
R-164-3-I	Dérogation en cas de : impossibilité technique contraintes liées au patrimoine architectural disproportion manifeste Coût ou nature des travaux Rupture chaîne du déplacement refus des copropriétaires		Seuils financiers définis par arrêté à paraître
R-164-3-II	Etablissement remplissant une mission de service public : mesure de substitution obligatoire		
R-164-3-III	Modalités de dépôt et justifications à produire	HM	Selon arrêté à paraître
Art. R164-4	I- Conditions techniques d'application des articles R164-1 à R164-3 définies par arrêté II- Caractéristiques spécifiques pour certains établissements (Enceintes sportives ; Etablissements avec prestation visuelle ou sonore)	PM PM	Voir Arrêté du 08/12/14 modifié Arrêtés non parus
Art. R164-5	Règles particulières à certains établissements (Etablissements pénitentiaires ; militaires ; Centres de rétention administrative et locaux de garde à vue ; Chapiteaux tentes et structures gonflables ou non ; Etablissements flottants)	PM	Etablissements pénitentiaires : Arrêté du 29/12/2016 Autres établissements : Arrêté non paru
	Arrête du 08/12/2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 à R164-4 du Code de la construction et de l'habitation.		
Art. 1	Les dispositions architecturales et les aménagements propres à assurer l'accessibilité des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes, avec ou sans travaux, satisfont aux obligations définies aux articles 2 à 19 Des solutions d'effet équivalent peuvent être mises en oeuvre Conditions de dépôt et d'obtention d'une solution d'effet équivalent Dispositions des articles 5 à 19 concernant : - les espaces de manoeuvre avec possibilité de demi-tour - les espace de manoeuvre de porte - les espace d'usage des équipements - la distance minimale entre la poignée de porte et l'angle rentrant Ne s'appliquent pas dans les étages et niveaux non accessibles aux fauteuils roulants	PM PM	A la charge du MOA

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 2	Dispositions relatives aux cheminements extérieurs	HM	
Art. 3	Dispositions relatives au stationnement automobile	HM	
Art.4	Dispositions relatives aux accès à l'établissement ou l'installation	HM	
Art. 5	Dispositions relatives à l'accueil du public	HM	
Art. 6	Dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales		
	I. - Usage attendu	AF	Les circulations intérieures horizontales de la nouvelle zone de travaux USINV auront une largeur de 1.80m minimum en tout point. Toutes les portes ont une largeur minimale de 90cm et disposent d'espaces de manœuvre de 1.40*2.20m pour une ouverture en tirant, et 1.40*1.70m pour une ouverture en poussant.
	Repérage et accessibilité des circulations intérieures horizontales Accès à l'ensemble des locaux ouverts au public et possibilité de ressortir de manière autonome.		
	II. - Caractéristiques minimales		
	1° Caractéristiques dimensionnelles :		
	a) Profil en long Pente ≤ 6% (exceptionnellement jusqu'à 10% sur une longueur de 2m et jusqu'à 12% sur une longueur de 0,50m) Palier de repos (1,20 m x 1,40 m) en haut et en bas de chaque plan incliné et tous les 10 mètres si pente ≥ 5% Ressaut maxi de 2cm (porté à 4cm sous condition) Ressauts interdits en haut et bas de plan incliné Distance minimale entre deux ressauts successifs de 2,50m Pente comportant plusieurs ressauts successifs interdit	AF PM	
	b) Profil en travers Largeur minimale 1,20m (allées structurantes) Rétrécissement ponctuel entre 0,90m et 1,20m Dévers ≤ 3%	AF	
	c) Profil en travers (allées non structurantes) Largeur minimale 1,05m au sol et 0,90m mini au-dessus de 20 cm du sol Espace de manoeuvre avec possibilité de demi-tour (ø=1,50m) tous les 6m et aux croisements des allées non structurantes Dévers ≤ 3%	AF	
	d) Espaces de manoeuvre et d'usage pour les personnes circulant en fauteuil roulant Espace de manoeuvre de porte de part et d'autre de chaque porte ou portillon (longueur de 1,70m en poussant et de 2,20m en tirant) à l'exception des portes automatiques coulissantes fonctionnant sur détection de présence et de ceux ouvrant uniquement sur un escalier et des portes des sanitaires, douches et cabines non adaptés	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p>Espace d'usage (0,80m x 1,30m) devant chaque équipement autre qu'électrique</p> <p>2° Sécurité d'usage</p> <p>Sol non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue</p> <p>Trous et fente de dimension inférieure à 2cm</p> <p>Cheminement libre de tout obstacle (passage libre de 2,20m, contraste visuel...).</p> <p>Lors de l'installation (ou de travaux sur les cheminements) d'éléments en porte-à-faux ou en saillie de plus de 15 cm :</p> <p>Mise en place de dispositif (arrondi sans arête vive) détectable à la canne selon annexe 4</p> <p>En cas de travaux sur cheminement accessible Dispositif de protection à proximité d'une rupture de niveau de plus de 0,40m si distance inférieure à 0,90m du cheminement</p> <p>Repérage des vides accessibles sous escaliers</p> <p>Repérage des parois vitrées</p> <p>Escalier de 3 marches ou plus : respect de l'article 7-1 à l'exception de l'éclairage</p> <p>Escalier de moins de 3 marches : respect de la sécurité d'usage visée au 2° de l'article 7-1 à l'exception de l'éclairage</p> <p>En cas d'installation ou de mise en place du dispositif d'éveil de vigilance :</p> <p>Conformes à l'annexe 7 (plots régulièrement espacés, largeur suffisante, contrastée visuellement, non glissante, sans gêne pour PMR, distance = pas de freinage)</p> <p>ou norme NF P 98-351</p>	AF	
Art. 7	Dispositions relatives aux circulations intérieures verticales	HM	
Art.8	Dispositions relatives aux tapis roulants, escaliers mécaniques et plans inclinés	HM	
Art.9	Dispositions relatives aux revêtements des sols, murs et plafonds des parties communes		
	<p>I. - Usage attendu</p> <p>Revêtements de sol sûrs et permettant une circulation aisée</p> <p>Absence de gêne visuelle ou sonore</p> <p>II. - Caractéristiques minimales</p> <p>Tapis compatibles avec la circulation de fauteuils roulants et sans ressaut de plus de 2 cm</p> <p>Respect des exigences réglementaires concernant les temps de réverbération et les surfaces équivalentes de matériaux absorbants (établissements d'enseignement, établissements de santé, hôtels)</p> <p>En l'absence d'autres prescriptions réglementaires, aire d'absorption équivalente d'au moins 25% de la surface au sol pour les espaces réservés à l'accueil et à l'attente du public, les salles de restauration</p>	AF	<p>Les matériaux utilisés au sol et aux murs seront sûrs, ne présenteront aucune gêne visuelle et permettront une circulation aisée des personnes handicapées:</p> <ul style="list-style-type: none"> - sol PVC dans l'ensemble des zones - l'aire d'absorption sera respectée (25%) - la mise en couleur intérieure respectera l'obligation de ne pas créer de gêne visuelle
Art.10	Dispositions relatives aux portes, portiques et sas		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 11	I. - Usage attendu Repérage des portes vitrées Toutes portes manoeuvrables Absence de danger pour portes battantes et automatiques Sas de dimensions suffisantes pour passage et manoeuvre des portes Portes adaptées prévues à côté des portes incompatibles avec la réglementation (portes à tambour, tourniquets, sas cylindriques)	AF	- Les portes d'accès ont une largeur de 0.90m minimum: disposition validée - Elles donnent sur locaux à l'intérieur desquels un espace de manoeuvre de 1.40*2.20m ou 1.40*1.70m (suivant le sens d'ouverture de la porte) existe hors débattement de la porte non manoeuvrée. A l'extérieur, ce même espace de manoeuvre existe devant chaque porte. - Le seuil a une hauteur de 2 cm maximum. Les poignées seront situées à une hauteur comprise entre 90cm et 1.30m et seront situées à plus de 40cm d'un angle rentrant. - Les éléments vitrés sont facilement repérable par des éléments contrastés positionnés sur le vitrage dans une bande comprise entre 1.10 et 1.60m de haut.
	II. - Caractéristiques minimales 1° Caractéristiques dimensionnelles Largeur passage utile minimal de 1,20m pour desserte à partir de 100 personnes. Vantail principal de 0,80m en cas de doubles vantaux (0,77 m en largeur utile) Largeur minimale de 0,80m pour locaux recevant moins de 100 personnes. (0,77 m en largeur utile) Largeur utile minimale des portiques de sécurité de 0,77m Espaces de manoeuvre des portes (longueur de 1,70m en poussant et de 2,20m en tirant) autres que celles ouvrant sur un escalier et des sanitaires, douches et des cabines d'essayage ou de déshabillage non adapté Espace de manoeuvre des portes de sas (espace rectangulaire de 1,20m x 1,70m en poussant et de 1,20m x 2,20m en tirant) hors du débattement de porte non manoeuvrée	AF	
	2° Atteinte et usage Poignées de portes préhensibles et manoeuvrables « en position debout comme assis » Temps d'ouverture automatique adapté et détection de personnes de toutes tailles Système d'ouverture électrique avec signal sonore et lumineux Effort nécessaire pour l'ouverture ≤ 50N Portes avec dispositifs liés à la sécurité et la sûreté de l'établissement : possibilité de signalement à l'accueil et accès par portes adaptées	AF	
	3° Sécurité d'usage En cas de travaux ou renouvellement, contraste visuel des portes ou encadrement ainsi que poignées par rapport à l'environnement Repérage des portes vitrées	AF	
Art. 11	Dispositions relatives aux locaux ouverts au public, aux équipements et dispositifs de commande.		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	I. - Usage attendu Présence d'au moins un équipement autre qu'électrique adapté en cas d'équipements groupés.	AF	Tous les éléments de mobilier adaptés aux personnes en fauteuils roulant (banques d'accueil...) sont facilement repérables et présentent les caractéristiques minimales suivantes: hauteur maximale de 80cm avec un vide en partie inférieure de 30cm de profond*60cm de largeur*70cm de haut. Tous les dispositifs de commande, d'information ou équipements sont situés à une hauteur comprise entre 90cm et 1.30m Au droit de ces équipements, l'éclairage EST de 200lux minimum, et il existe un espace d'usage de 80cm*1.30m.
	II. - Caractéristiques minimales 1° Repérage Equipements et mobilier repérables par éclairage particulier ou contraste visuel Commandes de réglage chauffage /ventilation accessibles au public repérables par contraste visuel ou tactile Autres commandes manuelles repérables par contraste visuel ou tactile	AF	
	2° Atteinte et usage des équipements Atteinte et usage des équipements électriques	AF	
	Atteinte et usage des équipements de chauffage ventilation accessibles au public Présence d'un espace d'usage (0,80m x 1,30m) Utilisation en position debout comme assis Hauteur entre 0,90m et 1,30m pour les commandes manuelles et 40 cm obstacle	AF	
	Atteinte et usage des autres équipements manuels Présence d'un espace d'usage (0,80m x 1,30m) Utilisation en position debout comme assis Hauteur entre 0,90m et 1,30m pour les commandes manuelles et 40 cm obstacle Hauteur entre 0,90m et 1,30m pour équipement nécessitant de voir, lire, entendre, parler Hauteur 0,80 cm maxi avec vide de 30cm de profondeur X 60 cm de large et 70 cm de hauteur pour équipement nécessitant de lire, écrire , utiliser un clavier Signalisation et information conforme à l'annexe 3	AF	
Art. 12	Dispositions relatives aux sanitaires	HM	
Art. 13	Dispositions relatives aux sorties	HM	
Art. 14	Dispositions relatives à l'éclairage		
	I. - Usage attendu Qualité d'éclairage (artificiel ou naturel) permettant absence de gêne visuelle et éclairage renforcé si risque de perte d'équilibre ou dispositifs d'accès ou signalétique	AF	
	II. - Caractéristiques minimales		

VIII.4 - Classement et référentiel

Présentation de l'établissement :

Le présent descriptif concerne les travaux pour la Création de 5 lits supplémentaires USINV

Description sommaire des installations :

- Installations électriques :les travaux d'aménagement au niveau R+1 du Bocage Central Nord avec la création 5 lits supplémentaires d'USINV (Unité de Soins Intensifs Neuro-Vasculaires) dans le prolongement du service actuel (15 lits dans le BCNE). Extension des TD NORMAL/ Ondulé. L'éclairage de sécurité est réalisé par bloc autonome.
- Equipement d'alarme / SSI :Existant non modifié
- Moyens d'extinction fixes :Existant non modifié
- Ventilation :Existant non modifié
- Chauffage :Existant non modifié
- Stockage combustible :Existant non modifié
- Désenfumage :Existant non modifié
- Cuisson :Existant non modifié
- Ascenseur :Existant non modifié

Date d'application du référentiel réglementaire : 04/04/2022

Classement :

Détermination des effectifs théoriques du public : existant non modifié

Effectif du public : personnes

1ère catégorie de type U

PV de commission de sécurité justifiant le classement :

nous fournir le PV de la commission de sécurité

Réglementation applicable :

- Code de la Construction et de l'Habitation - Article L143-2 ; R143-1 à R143-47.
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public
- Arrêté du 23/05/1989 portant approbation des dispositions particulières applicables au type U
- Instructions techniques et arrêtés pris en application du Règlement de sécurité contre l'incendie.

Prescriptions particulières demandées par la commission de sécurité :

dans l'attente des éventuelles observations

Autres prescriptions particulières :

VIII.5 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Livre Premier Dispositions Applicables à Tous les Etablissements Recevant du Public		Arrêté du 25/06/1980 modifié par arrêté du 10/05/2019 et précédents
	Section I - Classement des Etablissements		
GN 1	Classement des établissements.	AF	Cf « Classement et référentiel »
GN 2	Classement des groupements d'établissements ou des établissements en plusieurs bâtiments voisins non isolés entre eux.	SO	
GN 3	Classement des groupements d'établissements et des établissements en plusieurs bâtiments isolés entre eux.	SO	
	Section II - Adaptation des Règles de Sécurité et Cas Particuliers d'application du Règlement		
GN 4	Procédure d'adaptation des règles de sécurité.	AF	AT 021 231 24 R0040 type U A respecter par l'exploitant.
GN 5	Etablissement comportant des locaux de types différents.	AF	
GN 6	Utilisation exceptionnelle des locaux.	HM	
GN 7	Etablissements situés dans les immeubles de grande hauteur.	SO	
GN 8	Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrés lors de l'évacuation.	HM	
GN 9	Aménagement d'un établissement nouveau dans des locaux ou bâtiments existants.	SO	
GN 10	Application du règlement aux établissements existants.	SO	
	Section III - Contrôle des Etablissements		
GN 11	Notification des décisions.	PM	
GN 12	Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction.		
	Section IV - Travaux		
GN 13	Travaux dangereux.	HM	A respecter par l'exploitant.
	Section V - Normalisation		
GN 14	Conformité aux normes - Essais de laboratoires.		
GN 14	Matériels des dispositions générales, désenfumage, moyens de secours hors SSI	AF	
GN 14	Matériels du SSI	AF	
GN 14	Matériels de chauffage, ventilation, gaz, cuisson	AF	
GN 14	Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants.	SO	
	Livre II Dispositions Applicables aux Etablissements des Quatre premières Catégories		
	Titre Premier Dispositions Générales		
	Chapitre Premier - Généralités		
GE 1	Objet.	PM	
	Section I - Contrôle des Etablissements		
GE 2	Dossier de sécurité.	HM	A la charge du Maître d'Ouvrage.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
GE 3	Visite de réception.	HM	A la charge de l'exploitant.
GE 4	Visites périodiques.	HM	A la charge de la commission de sécurité.
GE 5	Avis relatif au contrôle de la sécurité.	HM	A la charge de l'exploitant.
Section II - Vérifications Techniques			
GE 6	Généralités.	PM	
Sous-section 1 – Vérifications techniques assurées par des organismes agréés par le ministre de l'intérieur			
GE 7	Conditions d'applications.	AF	Vérifications effectuées conformément à GE8 par la société Bureau Alpes Contrôles.
GE 8	Types de vérifications.	AF	limités à la zone concernée
GE 9	Rapports de vérifications.	AF	Etablis selon GE9 et remis après vérifications.
Sous-section 2 – Vérifications techniques pouvant être assurées par des techniciens compétents			
GE 10	Obligations des techniciens compétents lors des vérifications.	PM	
Chapitre II - Construction			
CO 1 - CO 5	Section I - Conception et Desserte des Bâtiments	HM	
CO 6 - CO 10	Section II - Isolement par Rapport aux Tiers	HM	existant non modifié
CO 11 - CO 15	Section III - Résistance au Feu des Structures	HM	existant non modifié
CO 16 - CO 18	Section IV - Couvertures	HM	existant non modifié
CO 19 - CO 22	Section V - Façades	HM	existant non modifié
Section VI - Distribution Intérieure et Compartimentage			
CO 23	Généralités.	AF	Il est prévu un cloisonnement traditionnel au niveau R+1 pour le service USINV. Puisqu'il est prévu une surveillance particulière et permanente, il est prévu un cloisonnement EI60 avec portes E30 dont sa surface sera < à 600m² conformément à l'article U10§4-b du règlement de sécurité du 10.12.20224 (établissement de soin type U). Le recoupement entre les zones sera réalisée par des parois EI60 et portes EI30 DAS asservies au SSI. Entre les ZC, les portes sont EI60 DAS asservies au SSI. La Porte CF en limite de ces 2 ZC sera être équipée de contact de position. Tous les locaux seront pourvus de faux plafonds démontables ou fixes en plâtre selon localisation. Les plénums seront <80cm.
CO 24	Caractéristiques des parois verticales et des portes (cloisonnement traditionnel et secteur).	AF	paroi 98/48 CF1H et porte EI30 avec oculus EI30; Fourniture et pose de châssis vitrés sur allèges en bois dur PF 1/2h ou E30 pour cloisons placostill de 98, entre locaux (allège à 1m): Bureau des internes BCN.E.01.041 , Bureau des internes BCN.E.01.043 et télémédecine 043 : 1 châssis de 1m20X1m10 de haut portes EI30 gaine technique

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
			<p>BLOC PORTE ISOPHONIQUE E30 ou PF1/2 H de 93X204 cm de haut: Localisation au R+1 : Bureau des internes BCN.E.01.041 (digicode), Bureau de télémedecine BCN.E.01.043 (digicode), Bureau du cadre de santé BCN.E.01.047 (digicode), Salle de soins BCN.E.01.045 (ventouse, ferme-porte et lecteur de bades), Chambre de garde BCN.E.01.036, Chambre de garde BCN.E.01.039Aet Chambre de garde BCN.E.01.039</p> <p>BLOC PORTE SIMPLE E30 ou PF1/2 H DES CHAMBRES DE 123X204 cm: Chambre BCN.E.01.035, Chambre BCN.E.01.037, Chambre BCN.E.01.034, BLOC PORTE Simple e30 ou pf ½ h special humidite; douches,</p> <p>Porte DAS:Les blocs portes DAS au R+1 avec exigences de la norme NF-S-61-937 sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> · Bloc portes DAS E160 simple action sur ventouses sur circulation au niveau du LT CVC BC.N.E.01.030 · Bloc portes DAS E160 double action, sur ventouses, sur circulation au niveau de la chambre de garde BC.N.E.01.039 · Bloc portes DAS E30 simple action motorisées (motorisation et lecteurs de badge à la charge du lot électricité) sur circulation au niveau de l'office BC.N.E.01.018 de 2m20 de haut · Bloc portes DAS EI30 simple action motorisées (motorisation, lecteur de badge, visiophone à la charge du lot électricité) à l'entrée de la passerelle <p>Bloc-portes DAS E160, 1 vantail de 93 et l'autre vantail de 73 à va-et-vient sur ventouses devant la chambre de garde des internes: Bloc portes double action sur ventouses devant la chambre de garde des internes BC.N.E.01.039</p> <p>Bloc-portes DAS EI 60, 2 vantaux de 93 simple action sur ventouses dans le LT CVC: Bloc portes simple action sur ventouses devant le local technique CVC BC.N.E.01.030</p> <p>Bloc-portes DAS E30, 1 vantail de 93 et l'autre vantail de 73 simple action avec motorisation et lecteur de badge de 2m20 de haut devant l'office: Bloc portes DAS sur circulation dans l'office BC.N.E.01.018 de 2m20 de haut</p> <p>Bloc-portes DAS EI30, 2 vantaUX de 93 simple action avec motorisation, lecteur de badges et lecteur de badges, et visiophone coté entrée, déclenchement sensitif en sortie à l'entrée de la passerelle: Bloc portes DAS à l'entrée de la passerelle</p>
CO 25	Compartiments.	SO	
CO 26	Recoupement des vides.	AF	<300m²
CO 27 - CO 29	Section VII - Locaux non accessibles au public, Locaux à Risques Particuliers	HM	existant non modifié
CO 30 - CO 33	Section VIII - Conduits et Gains	HM	existant non modifié
	Section IX - Dégagements		
	Sous-section 1 - Dispositions générales		
CO 34	Terminologie.	PM	existant non modifié sauf pour la zone concernée:
CO 35	Conception des dégagements.	AF	
CO 36	Unité de passage, largeur de passage.	AF	150 cm de passage
CO 37	Saillies et dépôts.	HM	
CO 38	Calcul des dégagements.	AF	2 sorties totalisant 6UP pour moins de 50 personnes
CO 39	Calcul des dégagements des locaux recevant du public installés en sous-sol.	SO	
CO 40	Enfouissement maximal.	SO	
CO 41	Dégagements accessoires et supplémentaires.	SO	
CO 42	Balisage des dégagements.	AF	prévu au droit des sorties et changement de direction
	Sous-section 2 - Sorties		
CO 43	Répartition des sorties, distances maximales à parcourir.	AF	2 sorties
CO 44	Caractéristiques des blocs-portes.	AF	portes de 90+73 et 90cm
CO 45	Manoeuvre des portes.	AF	s'ouvrent en direction de la sortie
CO 46	Portes des sorties de secours.		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
CO 46§1	Manoeuvre des portes.	AF	Les blocs portes E30 DAS avec porte tierce (90+73) conforme à la norme NF-S-61-937 situées au 2ème étage sont : Bloc portes d'entrée DAS motorisées HE//04/050 et ME 4044A (motorisations à la charge du lot 9 gestion d'accès, et Bloc portes de recoupement DAS entre les files 50 et 51, en file 40 et en file 34. Ces plaques en P.V.C avec inscription blanche sur fond rouge comporteront les textes suivants : PORTE COUPE-FEU : NE PAS GENER SA FERMETURE PORTE COUPE - FEU : A MAINTENIR FERMEE
CO 46§2	Verrouillage des portes.	SO	
CO 46§3	Dispositifs de dissuasion.	SO	
CO 47	Portes à fermeture automatique.	AF	
CO 48	Portes de types spéciaux.	SO	
CO 49 - CO 56	Sous-section 3 - Escaliers	HM	
CO 57 - CO 60	Sous-section 4 – Espaces d'attente sécurisés	HM	existant non modifié
CO 61	Section X - Tribunes et Gradins non Démontables	HM	existant non modifié
AM 1 - AM 20	Chapitre III - Aménagements intérieurs, décoration et mobilier	HM	existant non modifié
DF 1 - DF 10	Chapitre IV - Désenfumage	HM	existant non modifié
	Chapitre V - Chauffage, ventilation, réfrigération, climatisation, conditionnement d'air et installation d'eau chaude sanitaire		existant non modifié
	Section I - Généralités		
CH 1	Objectif et domaine d'application.	AF	limités au raccordement dans les pièces
CH 2§1	Règles applicables aux appareils	AF	
CH 2§2	Règles applicables aux installations	AF	
CH 3	Sources énergétiques autorisées.	SO	
CH 4	Documents à fournir.	HM	A la charge du Maître d'Ouvrage.
CH 5 - CH12-1 §6	Section II - Implantation des Appareils de Production de Chaleur	HM	Le chauffage est repris sur l'existant du bocage central
CH 13 - CH 17	Section III - Stockage des Combustibles	HM	
CH 18 à CH 22	Section IV - Distribution en Phase Liquide de Butane et de Propane		Section abrogée par arrêté du 14/02/2000.
	Section V - Chauffage à Eau Chaude, à Vapeur et à Air Chaud		
CH 23	Equipement des chaudières.	HM	
CH 24	Production d'air chaud à combustion.	HM	
CH 25	Fluides caloporteurs.	AF	avec le tube multicouche M1
	Section VI - Eau Chaude Sanitaire		
CH 26	Production d'eau chaude sanitaire.	AF	salle de bain uniquement
CH 27	Calorifugeage.	AF	M1

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Section VII - Traitement d'Air et Ventilation		
CH 28	Installation de ventilation.	AF	uniquement dans les chambres
	Sous-section 1 - Ventilation de confort		
CH 29	Température de l'air.	AF	traitement uniquement des bouches d'extraction repris sur réseau existant
CH 30			Article abrogé par arrêté du 14/02/2000
CH 31			Article abrogé par arrêté du 14/02/2000
CH 32	Circuit de distribution et de reprise d'air.	AF	conduit MO dans le CCTP:La ventilation des locaux communs et du service USINV sera réalisée par des installations de ventilation de confort suivant CH29 à CH40. Les locaux à sommeil seront traités indépendamment par une installation de type VMC suivant CH41 à CH43 ou de type ventilation de confort suivant CH29 à 40. Les réseaux seront réalisés en gaine acier galvanisé
CH 33	Prises et rejets d'air.	HM	
CH 34	Dispositifs de sécurité.	HM	
CH 35	Equipements ou installations utilisant des fluides frigorigènes	AF	respect article 3 avec équipement hermétiques
CH 35§2	- Dispositions applicables quel que soit le fluide frigorigène utilisé	SO	
CH 35§3	- Dispositions applicables en cas d'emploi de fluides frigorigènes inflammables (hors salle des machines)	AF	
CH 35§3	- Dispositions applicables en cas d'emploi de fluides frigorigènes inflammables (en salle des machines)	SO	
CH 35§4 et 5	- Emploi de fluides frigorigènes toxiques ou production de froid à combustion	SO	
CH 36	Centrale de traitement d'air.	HM	
CH 37	Batterie de résistance électrique.	HM	
CH 38	Filtres.	HM	
CH 39	Entretien des filtres.	HM	A la charge de l'exploitant.
CH 40	Unités de toiture monoblocs sans combustion	SO	
CH 40	Unités de toiture monoblocs à combustion	SO	
	Sous-section 2 - Ventilation mécanique contrôlée		
CH 41	Principes de sécurité des installations de ventilation mécanique contrôlée.	AF	limité aux chambres reprise sur existant
CH 42	Mise en place de dispositifs d'obturation.	AF	prévus clapets à la traversée des parois et ZC et U27, l'entreprise devra installer sur les réseaux de soufflage et de reprise au niveau de la traversée de parois
CH 43	Fonctionnement permanent du ventilateur.		
CH 43§1	Restriction d'utilisation.	HM	
CH 43§3	Caractéristiques du ventilateur.	HM	
CH 43§4	« Ecart au feu » des conduits.	HM	
CH 44 - CH 56	Section VIII - Appareils Indépendants de Production, Emission de Chaleur	SO	
	Section IX - Entretien et Vérification		
CH 57	Entretien.	HM	A la charge de l'exploitant.
CH 58	Vérifications techniques.	PM	Société Bureau Alpes Contrôles pendant la construction. A respecter en exploitation.
GZ 1 - GZ 30	Chapitre VI - Installations aux gaz combustibles et aux hydrocarbures liquéfiés	HM	existant non modifié
EL 1 - EL 23	Chapitre VII - Installations électriques	HM	existant non modifié: modification de prises

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
EC 1 - EC 15	Chapitre VIII - Eclairage	HM	existant non modifié
AS 1 - AS 11	Chapitre IX - Ascenseurs, Escaliers mécaniques et trottoirs roulants	HM	existant non modifié
GC 1 - GC 22	Chapitre X - Installation d'appareils de cuisson destinés à la restauration	HM	existant non modifié
	Chapitre XI - Moyens de secours contre l'incendie		
	section I - Généralités		
MS 1	Différents moyens de secours.	PM	
MS 2	Dispositions particulières.	PM	
MS 3	Documents à fournir.	HM	A la charge du Maître d'Ouvrage.
	Section II - Moyens d'Extinction		
MS 4	Différents moyens d'extinction.	PM	
MS 5 - MS 7	Sous-section 1 - Bouches et poteaux d'incendie privés et points d'eau	HM	existant non modifié
MS 8 - MS 13	Sous-section 2 - Branchements et canalisations	HM	existant non modifié
MS 14 - MS 17	Sous-section 3 - Robinets d'incendie armés	HM	existant non modifié
MS 18 - MS 21	Sous-section 4 - Colonnes sèches	HM	
MS 22 - MS 24	Sous-section 5 - Colonnes en charge (dites colonnes humides)	SO	
MS 25 - MS 30	Sous-section 6 - Installations d'extinction automatique ou à commande manuelle	SO	
MS 31 - MS 34	Sous-section 7 - Déversoirs ponctuels	SO	
MS 35 - MS 37	Sous-section 8 - Eléments de construction irrigués	SO	
MS 38 - MS 40	Sous-section 9 - Appareils mobiles et moyens divers	HM	existant non modifié
MS 41 - MS 44	Section III - Dispositions visant à faciliter l'action des sapeurs-pompiers	HM	existant non modifié
MS 45 - MS 52	Section IV - Service de Sécurité d'Incendie	HM	existant non modifié
	section V - Système de Sécurité Incendie (S.S.I)		
MS 53	Objet.	AF	les travaux de détection incendie notamment l'installation des équipements de détection incendie et asservissement de tous les DAS implantés dans le niveau R+1 du BCN. Le raccordement de l'ensemble des équipements sera réalisé sur le SSI existant situé au RDC du bâtiment BCN (Bocage Central Nord).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
MS 54	Zones : terminologie.	PM	
MS 55	Conception des zones.	HM	
MS 56 - MS 58	Sous-section 1 - Systèmes de détection incendie	HM	existant non modifié
	Sous-section 2 - Système de mise en sécurité incendie (S.M.S.I.)		
MS 59	Généralités.	AF	dossier SSI inchangé
MS 60	Automatismes.	AF	asservissement de deux portes et déplacement éventuellement de la DI par rapport au nouvel aménagement
MS 61 - MS 67	Sous-section 3 - Système d'alarme	HM	existant non modifié
MS 68 - MS 69	Sous-section 4 - Entretien et consignes d'exploitation	HM	
MS 70 - MS 71	Section VI - Système d'Alerte	HM	existant non modifié
MS 72 - MS 75	Section VII - Entretien, Vérifications et Contrôles	HM	

VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - type U (*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Chapitre IX - Etablissements du Type U (Etablissement de soin)		Arrêté du 10/12/2004 modifié par arrêté du 11/12/2009 et précédents.
	Section I - Généralités		
U 1	Etablissements assujettis	AF	
U 2	Détermination de l'effectif	PM	Cf « Classement et référentiel »
U 3	Produits dangereux	SO	
U 4			Article abrogé.
	Section II - Isolement et Implantation		
U 5	Isolement	HM	existant non modifié
U 6	Parc de stationnement couvert		
U 7	Façades et baies accessibles		
U 8 - U 15	Section III - Construction	HM	existant non modifié
	Section IV - Dégagements		
U 16	Circulations horizontales	AF	limité à la zone de travaux
U 17			Abrogé à la suite de la modification de l'article U5§2
U 18	Escaliers	HM	
U 19	Distance maximale à parcourir	AF	
U 20	Fonctionnement des portes de recouplement		
U 20§1	Asservissement	AF	
U20§2	Fermeture automatique des portes	AF	
U20§2	Résistance au feu des portes	AF	
U 20§3	Portes en va-et-vient	SO	
U 20§4	Oculus	SO	
U 21	Fonctionnement des autres portes		
U21§1-a	Verrouillage par clés	SO	
U21§1-b	Verrouillage selon CO46§2	SO	
U 21§2	Portes coulissantes non motorisées	SO	
U 22	Locaux pour détenus	SO	
	Section V - Aménagements Intérieurs		
U 23	Revêtements, gros mobilier, cloisons, éléments de literie	SO	
U 24	Plafonds suspendus	AF	
U 25	Tentures, rideaux, voilages	SO	
U 26 - U 26 §6	Section VI - Désenfumage	HM	existant non modifié
U 27U 27	Section VII - Chauffage, Ventilation	HM	existant non modifié
U 28 - U 29	Section VIII – Appareils de cuisson et de remise en température	HM	existant non modifié

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
U 30§1 - U 30§2	Section IX - Installations Electriques	HM	existant non modifié
U 31 - U 32	Section X - Eclairage	HM	existant non modifié
U 33 - U 35	Section XI - Dispositions Spéciales applicables aux locaux d'AIA	HM	existant non modifié
U 36 - U 40	Section XII - Ascenseurs et monte-charge	HM	existant non modifié
	Section XIII - Moyens de Secours		
U 41	Organisation de la sécurité en cas d'incendie	HM	
U 42	Moyens d'extinction		
U 42§1	Extincteurs.	HM	
U 42§2	RIA	HM	
U 42§3	Colonne sèche	HM	
U 42§4	Système d'extinction automatique de type sprinkler.	SO	
U 43	Service de sécurité incendie	HM	A respecter par l'exploitant.
U 44	Système de sécurité incendie	HM	
U 45	Equipement d'alarme	HM	
U 46	Système d'alerte	HM	
U 47	Formation	HM	A respecter par l'exploitant.
U 48	Consignes et affichages	HM	
U 49 - U 50	Section XV - Hôpitaux de jour, Locaux médicaux de thermalisme	HM	existant non modifié
	Section XVI – Conditions d'installation des gaz médicaux		
U 51	Application	PM	
	Sous-section 1 Magasins et centrales de stockage		
U 52	Généralités		
U 53	Local de stockage		
U 54	Dispositif de secours de proximité		
U 55	Dispositions particulières applicables aux stockages cryogéniques		
	Sous-section 2 Réseaux de distribution		
U 56	Cheminement des canalisations	AF	
U 57	Traversées	AF	pas de traversée de locaux à risques particuliers
U 58	Parcours extérieurs aux bâtiments	AF	La fourniture à l'entreprise en charge du lot faux plafond des surfaces de grilles de transfert à mettre en place dans les circulations pour permettre la ventilation du faux plafond pas de traversée de Locaux à risques
U 59	Vannes de sectionnement	HM	
	Sous-section 3 Distribution par récipients mobiles		
U 60	Généralités		
U 61	Utilisation d'oxygène liquide		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Sous-section 4 Consignes – Entretien – Vérifications techniques		
U 62	Consignes et plans	HM	A respecter par l'exploitant Société Bureau Alpes Contrôles pendant la construction. A respecter en exploitation.
U 63	Entretien		
U 64	Vérifications techniques		

VIII.7 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

REGLEMENTATIONS AUTRES QUE L'ARRETE

DU 25 JUIN 1980

ET L'ARRETE DU 22 JUIN 1990

applicables aux établissements recevant du public

Le référentiel de contrôle est constitué par les dispositions techniques contractuellement applicables et figurant dans les textes énumérés ci-après :

- Normes NFP 01-012 et NFE 85-015 relatives aux garde-corps ;
- Articles R.4216-1 à R.4216-20, 2° et 3° de l'article R.4216-21, R.4216-22 à R.4216-30 du code du travail, relatifs à la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants ;
- Articles R.4215-1 à R.4215-17 du code du travail relatifs aux installations électriques ;
- Articles R.4214-15 à R.4214-16 du code du travail relatifs aux ascenseurs et ascenseurs de charge ; Décret n°2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;
- Articles R.4214-5 et R.4214-6 du code du travail relatifs aux ouvrants en élévation ou en toiture et aux parois transparentes ;
- Articles R.4214-7, R.4218-8, R.4224-9, R.4224-110, R.4224-11, R.4224-13 du code du travail et arrêté du 21/12/93, relatifs aux portes et portails ;
- Article R.4214-20 et R.4214-21 relatif aux quais de chargement ;
- Arrêté du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R 4216-16 et R 4216-29 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.
- Circulaire DRT n°95-07 du 14 avril 1995 ;
- Arrêté du 23/06/1978 relatif aux installations fixes de chauffage et d'alimentation en eau chaude sanitaire ;
- Arrêté du 21/03/1968 relatif au stockage et aux installations d'hydrocarbures liquides et arrêté du 01/07/2004 fixant les règles techniques applicables au stockage de produits pétroliers ;
- Arrêté du 23 février 2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes
- Arrêté du 30/07/1979 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquéfiés ;
- Arrêté du 22/10/1969 relatif aux conduits de fumée ;
- Articles R144-2 et R142-3 du Code de la construction et de l'habitation Art 2,3 et 6 de l'arrêté du 05/02/2013 relatifs à l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (dont logements de fonction) ;
- Décrets des 02/04/1926, 18/01/1943 et 13/12/1999 relatifs aux appareils sous pression de gaz et vapeur.
- Dispositions constructives prescrites par la personne compétente en radioprotection dans le cadre du décret 2003-296 du 31 mars 2003 relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants ;

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Sécurité des occupants		
CCH L134-12	Implantation et géométrie des garde- corps		
	Implantation <ul style="list-style-type: none"> - Aux abords du bâtiment - En façade : allèges de baies, balcons, terrasses - Dans les cages d'escaliers , circulations, zones publiques - Choix du mode de protection dans les lieux accessibles uniquement au personnel d'entretien, de maintenance, ou d'exploitation 	HM	Le choix du mode de sécurisation vis à vis des risques de chutes des toitures, terrasses, équipements de process et autres emplacements techniques ne relève pas de la mission de contrôle technique.
NF P01-012	Dimensions des garde-corps conformes à la NF P01-012 <ul style="list-style-type: none"> - Hauteur de protection normale - Hauteur de protection réduite avec appui précaire - Eléments permettant l'agenouillement - Espacement entre éléments de remplissage 		
NF E85-015	Dimensions des garde-corps conformes à la NF E85-015 <ul style="list-style-type: none"> - Obligation de garde-corps si risque de chute 50 cm - Hauteur de protection - Lisse intermédiaire, plinthe - Espace libre entre éléments de garde-corps. 		Garde-corps et rampes situés sur les toitures ou dans les locaux, passages et emplacements techniques réservés au personnel d'exploitation ou d'entretien, lorsque ces ouvrages sont prévus.
DTU 39-P5	Vitrerie-Miroiterie : caractéristiques de sécurité		
Chapitre 4	Protection contre les chutes <ul style="list-style-type: none"> - Façades : allèges et parois vitrées - Garde-corps 		
Chapitre 5	Risque de blessure en cas de heurt <ul style="list-style-type: none"> - Caractéristiques des portes, portes fenêtres, et parties attenantes, impostes - Visualisation - Traitement des bords libres accessibles - Cas particulier : séparation des balcons - Cas particulier des établissements scolaires - Cas particulier des établissements sportifs couverts 		
Chapitre 6	Risque de blessure en cas de chute de morceaux de verre Ouvrages inclinés Réceptacle au droit des passages traversants		
Chapitre 7	Vitrages situés en zone sismique	HM	Contrôle non compris dans le cadre de la mission SEI. Voir le rapport spécifique de la mission PS si celle-ci nous a été confiée

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Chapitre 7	Vitrages exposés aux risques de cyclones	HM	Contrôle non compris dans le cadre de la mission SEI. Voir le rapport spécifique de la mission RNT si celle-ci nous a été confiée et vise ce risque.
PPRN	Vitrages exposés aux risques d'avalanches	HM	Contrôle non compris dans le cadre de la mission SEI. Voir le rapport spécifique de la mission RNT si celle-ci nous a été confiée et vise ce risque.
	CODE DU TRAVAIL		Code du travail modifié par décret du 2011-1461 du 7 novembre 2011 et précédents.
	Livre II		
	Titre I		
	Chapitre IV		
	SECURITE DES LIEUX DE TRAVAIL		
	Section I Caractéristiques des bâtiments		
R4214-5	Les ouvrants en élévation ou en toiture		
R4214-6	Parois transparentes ou translucides		
R4214-7	Dimensions et caractéristiques des portes et des portails - Application des articles R4224-9 à 13		
R4224-9	Portes et portails en va-et-vient sont transparents ou possèdent des panneaux transparents		
R4224-10	Protection contre les heurts pour parties vitrées		
R4224-11	Système de sécurité sur portes et portails : coulissants les empêchant de sortir de leur rail et de tomber s'ouvrant vers le haut les empêchant de retomber		
R4224-12	Contrôle régulier des portes et portails	HM	
R4224-13	Fonctionnement des portes et portails sans risque pour les travailleurs- application arrêté du 21/12/93		
R4214-8	Dispositifs de sécurité des portes et des portails		
	Section 2 Voies de circulation et accès		
R4214-9	Généralités implantation et dimension des voies de circulation, y compris escaliers et échelles fixes	HM	
R4214-10	Sécurité d'utilisation des portes et dégagements piétons par rapport aux voies de circulation véhicules	HM	
R4214-11	Marquage au sol des voies de circulation si nécessaire	HM	
R4214-12	Portes pour piétons à proximité des portails destinés aux véhicules	HM	
R4214-13	Domaine d'application des articles R4214-9 à R4214-12	HM	
R4214-14	Signalisation des zones de danger	HM	
R4214-15	Dispositions générales relatives aux escaliers, trottoirs roulants, ascenseurs et monte-charge		
R4214-16	dispositifs d'arrêt d'urgence pour escaliers et trottoirs roulants		
R4214-17	Circulation et postes de travail à l'air libre	HM	
	Section 3 : Quais et rampes de déchargement		
R4214-18	Application des articles R4214-9 à R4214-12 aux quais extérieurs	HM	
R4214-19	Prise en compte des dimensions des charges transportées	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4214-20	Nombre et implantation des issues		
R4214-21	Rampes et quais disposés et aménagés de manière à éviter les risques de chute		
R4214-22 à 25	Section 4 : Aménagement des lieux et postes de travail	HM	
R4214-26 à 28	Section 5 : Accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés	HM	Voir mission spécifique
	Chapitre V		
	INSTALLATIONS ELECTRIQUES		Décret N° 2010-1017 du 30 août 2010
	CHAPITRE VI Risques d'incendies et d'explosions et évacuation		
	Section 1 Dispositions générales		
R4216-1	Etablissements visés par la présente section		
R4216-2	Dispositions générales : Evacuation, accès des secours, limitation propagation		(Décret n°2011-1461 du 07/11/2011)
R4216-2.1	Espaces d'attente sécurisés ou espaces équivalents pour évacuation différée		
R4216-2.2	Caractéristiques des espaces équivalents		
R4216-2.3	Exemption des espaces d'attente sécurisés ou de locaux équivalents		
R4216-3	Isolement des Tiers		
R4216-4	Détermination de l'effectif		
	Section 2 Dégagements		
R4216-5	Largeur des dégagements.		
R4216-6	Application des articles R4227-4 à 14 à l'exception de R4227-5 et R4227-12		
R4227-4	Dispositions générales absence de cul de sac		
R4227-6	Manoeuvre des portes		
R4227-7	Portes coulissantes, à tambour et s'ouvrant vers le haut		
R4227-8	Ascenseurs, monte-charge, chemins et tapis roulants non comptabilisés dans les dégagements		
R4227-9	Conception escaliers		
R4227-10	Sécurité d'utilisation des escaliers		
R4227-11	Dissociation escaliers Etages / sous-sols		
R4227-13	Signalisation des issues		
R4227-14	Eclairage de sécurité		
R4216-7	Saillies et dépôts		
R4216-8	Nombre et largeur exigible des dégagements		
R4216-9	Dégagements des locaux situés en sous-sol.		
R4216-10	Locaux situés à plus de 6 m en dessous du niveau moyen des seuils d'évacuation		
R4216-11	Distances maximales des itinéraires de dégagements		
R4216-12	Dispositions relatives aux escaliers		
	Section 3 Désenfumage		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4216-13	Définition des zones à désenfumer : locaux en fonction de la surface et escaliers	PM	
R4216-14	Règles de dimensionnement et d'installation du désenfumage naturel		
R4216-15	Règles de dimensionnement du désenfumage mécanique		
R4216-16	Voir arrêté d'application		
Section 4 Chauffage des Locaux			
R4216-17	Application des articles R4227-16 et R4227-18 à 20 et réglementation particulière : Installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude Installations de gaz combustibles et d'hydrocarbures liquéfiés Stockage et utilisation des produits pétroliers		
R4227-16	Combustibles liquides		
R4227-18	Installations des appareils		
R4227-19	Alimentation des appareils		
R4227-20	Arrêt d'urgence de l'alimentation en énergie		
R4216-18	Règles propres aux bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public applicables « s'il y a lieu ». Dispositions prises pour ne pas aggraver les risques inhérents aux activités du bâtiment	HM	
R4216-19	Générateurs d'air chaud et conduits de distribution		
R4216-20	Usage de la brasure tendre		
Section 5 Stockage ou Manipulation de matières inflammables			
R4216-21-1	Dispositions générales pour la prévention des risques d'explosion (R4227-42)		
R4216-21-3	Arrêté spécifique pour installations industrielles utilisant gaz combustible et hydrocarbures liquéfiés		
R4216-22	Ventilation		
R4216-23	Dispositions prises pour la conception des locaux		
Section 6 - Bâtiments dont le plancher bas du dernier étage est situé à plus de 8 mètres du sol			
R4216-24	Dispositions complémentaires prenant en compte l'augmentation des risques en cas de sinistre : (Stabilité au feu structure ; Isolement des Tiers)		
R4216-25	Accès aux façades		
R4216-26	Protection des escaliers		
R4216-27	Dispositions pour la distribution intérieure et aménagements intérieurs		
R4216-28	Prise en compte de la classification des matériaux et des éléments de construction dans les prescriptions de l'article précédent		
R4216-29	Voir arrêté pour modalités d'application		
Section 7 - Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie			
R4216-30	Application des articles R4227-28 à R4227-41		
R4227-28	Responsabilité employeur		
R4227-29	Extincteurs		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4227-30	RIA, colonne sèche, colonne humide, installation fixe d'extinction automatique, installation de détection automatique si nécessaire		Pour mémoire, un système d'alarme adapté au handicap des personnes concernées employées dans l'entreprise est à prévoir Décret 2009-1272 du 21/10/09
R4227-31	Accès et manipulation faciles		
R4227-32	Bac avec sable ou terre meuble selon nécessité		
R4227-33	Signalisation des moyens d'extinction		
R4227-34	Système d'alarme sonore si plus de 50 personnes ou établissements avec manipulation ou mise en oeuvre de matières inflammables (R4227-22)		
R4227-35	Diffusion par bâtiment si les bâtiments sont isolés entre eux		
R4227-36	Caractéristiques de l'alarme sonore (Audibilité, durée de 5 mn, pas de confusion avec autre signal sonore)		
R4227-37	Règles d'implantation des consignes de sécurité		
R4227-38	Contenu des consignes de sécurité		
R4227-39	Essais et visites périodiques (Tous les 6 mois au moins)	HM	
R4227-40	Transmission consigne de sécurité à l'inspection du travail	HM	
R4227-41	Arrêtés spécifiques	PM	
	Section 8 – Prévention des explosions		
R4216-31	Dispositions relatives à la prévention des explosions	HM	
	Section 9 – Dispenses de l'autorité administrative		
R4216-32	Modalités pour obtention de dispenses	PM	
R4216-33	Enquête de l'inspecteur du travail	PM	
R4216-34	Délai de réponse suite à recours	PM	
	Arrêté du 5 Août 1992		
	Section I - Dispositions applicables aux bâtiments dont le plancher bas du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres du sol		
Art. 1	Généralités.		
Art. 2	Référence à la classification des matériaux et des éléments de construction.		
Art. 3	Accessibilité des bâtiments.		
Art.4	Isolement latéral et prescriptions relatives aux couvertures.		
Art.5	Plancher sur vide sanitaire non aménageable.		
Art.6	Cloisonnement traditionnel. Compartiments. Locaux à risques particuliers.		
Art. 7	Recoupement des combles inaccessibles. Gainés et conduits.		
Art.8	Escaliers et ascenseurs encloués Escaliers et ascenseurs à l'air libre		
Art. 9	Revêtements muraux des locaux et dégagements Plafonds et plafonds suspendus des locaux et dégagements Parties translucides et transparentes incorporées dans les plafonds Revêtements de sol Revêtements des escaliers encloués Revêtements en matériaux isolants Eléments de décoration Tentures, portières, rideaux, voilages Gros mobiliers, agencement principal, plancher légers en superstructure		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Section II - Dispositions relatives au désenfumage et aux cantons de désenfumage de certains locaux ou dégagements de bâtiments destinés à l'activité des établissements mentionnés aux articles R4227-1 & 2 du Code du travail		
Art.10	Généralités.		
Art.11	Locaux et dégagements où un désenfumage est obligatoire.		
Art.12	Désenfumage naturel.		
Art.13	Désenfumage par tirage mécanique.		
Art.14	Règles relatives aux systèmes de désenfumage		
Art.14	- Règles relatives aux systèmes de désenfumage naturel		
Art.14	- Règles relatives aux systèmes de désenfumage mécanique		
Art 14	Atrium : règles de construction suivant l'IT 263		
Art 14	Atrium : principes de désenfumage suivant IT 263		
Art.15	Vérification des installations de désenfumage.		
Arrêté du 23/06/19 78	Installations de Chauffage Installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public		Il est rappelé que la mission SEI ne porte pas sur les articles relatifs à la prévention du risque lié à la présence de légionnelles ou autres germes pathogènes.
Arrêté du 21/03/19 68	Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquides Règles techniques et de sécurité applicables au stockage et à l'utilisation de produits pétroliers dans les lieux non visés par la législation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes et la réglementation des établissements recevant du public.		
Arrêté du 01/07/20 04	Installations de Stockage Produits pétroliers Règles techniques et de sécurité applicables aux stockages de produits pétroliers.		
Arrêté du 30/07/19 79	Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquéfiés Règles techniques et de sécurité applicables aux stockages fixes d'hydrocarbures liquéfiés non soumis à la législation des installations classées ou des immeubles recevant du public.		
Arrêté du 23/02/20 18	Installations de Gaz Règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes Organe de coupure Alimentation en gaz Ventilation des locaux Évacuation des produits de combustion		
Arrêté du 22/10/19 69	Conduits de Fumée Conduits de fumée desservant les logements.		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	DETECTEURS DE FUMEE DANS LES LIEUX D'HABITATION Décret 2011-36 du 10 janvier 2011 et , décret 2015-114 du 2 février 2015 et arrêté du 5 février 2013		
Art 3 décret 2011-36	Obligation pour tout logement à compter du 8 mars 2015.	PM	Y compris logement de fonction ou occupé en raison de l'exercice d'un emploi.
R142-3	Détecteurs sous la responsabilité du propriétaire pour les logements attribués ou loués en raison de l'exercice d'une fonction ou d'un emploi.	PM	Les avis sont donnés au regard de la réglementation applicable mais la responsabilité de l'installation, la mise sous tension et l'entretien incombent au propriétaire.
R142-3	Entretien des détecteurs sous la responsabilité de l'occupant	HM	L'entretien des détecteurs est à respecter par l'occupant
R142-2	Présence d'au moins un détecteur par logement.		
R142-2	Implantation de préférence dans la circulation ou le dégagement desservant les chambres, à proximité du point le plus haut et à distance des autres parois et des sources de vapeurs.		
Art 2	Conformité des détecteurs prévus à l'article 2 de l'arrêté du 5/2/2013		
Art 3	Interdiction des détecteurs utilisant l'ionisation.		A respecter également en exploitation.
Art 4	Marquage CE		
Art 6	Interdiction d'installer des détecteurs autonomes avertisseurs de fumée dans les parties communes.		A respecter également en exploitation.
R142-2	Mise sous tension, surveillance, entretien.	HM	
R142-5	Attestation à l'assureur.	HM	
	APPAREILS SOUS PRESSION DE GAZ ET DE VAPEUR		
D. 2-4-26 D.18-1-43 D.13-12-	Preuve de conformité des appareils sous pression de gaz et de vapeur par le marquage approprié.		
	DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES CONCERNANT LA PROTECTION CONTRE LES RAYONNEMENTS IONISANTS		
Décret n° 2003-96	<p>Communication des prescriptions établies par la personne compétente en radioprotection.</p> <p>Compatibilité des dispositions constructives prévues avec les prescriptions établie par la personne compétente en radioprotection.</p> <p>Contrôles relatifs à la radioprotection et à la protection des travailleurs contre les rayonnements ionisants prévus par le code du travail et le code de la santé publique (contrôles à la livraison, mise en service, après modifications...).</p>		
Arrêté du 21/12/1993	PORTES ET PORTAILS AUTOMATIQUES ET SEMI-AUTOMATIQUES SUR LES LIEUX DE TRAVAIL		
	Section 1 - Définitions		
ART. 1	Définitions pour l'application du présent arrêté.		
	Section 2 - Installations nouvelles		
ART. 2	Prescriptions relatives aux installations nouvelles de portes ou portails automatiques et semi-automatiques sur les lieux de travail destinées au passage de véhicules.		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
ART. 3	Dispositions à prendre pour toute nouvelle installation de porte et portail automatique ou semi-automatique sur les lieux de travail.		
ART. 4	Exigences complémentaires relatives aux portes automatiques pour piétons sur les lieux de travail.		
Section 3 - Installations existantes			
ART. 5	Dispositions relatives aux installations de portes ou portails automatiques et semi-automatiques destinées au passage de véhicules et accessibles au public mises en place sur les lieux de travail avant l'entrée en vigueur des précédents articles.		
ART. 6	Prescriptions relatives aux autres portes et portails automatiques devant être modifiés pour répondre aux dispositions de l'article Rapport 232-1-2.		
ART. 7	Mise en conformité des portes ou portails automatiques ou semi-automatiques sur les lieux de travail.		
Art. 8 à Art. 10	Section 4 - Maintenance et vérifications		